

CHAPITRE 11

POUR UNE CULTURE DE LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST

M. B. Ekpang

INTRODUCTION

La paix, d'après Archibald MacLeish, l'un des concepteurs de la Constitution de l'UNESCO, "est un processus et une condition, et non pas un objet figé que l'on obtiendrait ou perdrait de manière périodique. C'est une situation mutuellement partagée de confiance, d'harmonie et d'objectif" qui favorise la "coordination des activités permettant aux femmes et aux hommes libres de vivre une vie décente où la guerre est rejetée de manière affirmative, grâce à une création dynamique et délibérée d'un ordre social et humain entre les peuples du monde et où les encouragements à la guerre sont neutralisés par les progrès humains et spirituels réalisés."

Pour une société qui a connu l'expérience traumatisante de la guerre, la restauration de la paix est cruciale, notamment pour reconstruire socialement, politiquement et économiquement le pays. La construction de la paix devrait par conséquent inclure tout effort visant à identifier et soutenir les structures qui peuvent consolider la sécurité et la stabilité et promouvoir un nouvel esprit de confiance au sein des individus et des communautés. Les efforts de cette nature devraient notamment inclure le renforcement des institutions du gouvernement et l'assistance aux processus formels et informels de participation politique. D'autres tâches comprennent :

- la reconstruction de la société civile ;
- la réintégration des personnes déplacées dans le circuit économique normal ;
- la redéfinition du rôle des forces armées et de police dans le maintien de la loi et de l'ordre ;

- le comblement du fossé entre l'aide humanitaire et l'assistance pour le développement ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des personnes et des groupes particulièrement vulnérables (femmes, enfants, etc.).

CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE CULTURE DE LA PAIX

La consolidation de la paix dépend de l'aptitude des sociétés à opérer avec succès la transition de la situation de guerre à un état de paix où l'ordre civil et la sécurité nationale sont maintenus durablement. Une autre condition majeure est l'adoption de modes participatifs au gouvernement. En fait, la création d'institutions participatives de bonne gouvernance représente un fondement essentiel de l'institutionnalisation et de la consolidation d'une culture de la paix.

L'établissement d'une culture de la paix au sein et entre les communautés relève d'un effort collectif. Le gouvernement devrait être plus sensible aux questions nationales telles que la pauvreté, la justice sociale, la responsabilité, l'équité, les droits des minorités, le bien-être des enfants, et les droits des femmes. Toutes ces questions méritent une attention spéciale. Le gouvernement devrait centrer son action sur la mobilisation et le développement. À cet égard, il y a un besoin urgent de forger des philosophies nationales et des stratégies régionales propres à guider les efforts politiques et les initiatives de développement économique. Les États ouest-africains devraient considérer la construction et la consolidation d'un environnement socio-politique favorable à une paix durable comme un défi de premier ordre. La conduite des leaders et les politiques des États ne devraient pas générer la suspicion, la peur ou le sentiment de discrimination ou d'exclusion. L'histoire montre que lorsqu'un environnement favorable à la paix est créé, les individus et les communautés réagissent positivement et la sécurité et la stabilité sont garanties en conséquence. La clé du succès consiste à donner à chaque individu, sans considération de sexe, de classe, de religion ou d'ethnie, un enjeu à défendre dans le système et dans la société.

Dans une certaine mesure, une culture de la paix est synonyme de culture de la vie. L'UNESCO définit la culture de la paix comme "l'ensemble des valeurs, attitudes, formes de comportement et modes de vie et d'action qui reflètent et sont inspirés par le respect de la vie des êtres

humains, de leur dignité et de leurs droits, le rejet de la violence et le dévouement aux principes de liberté, de justice, de solidarité, de tolérance et d'entente au sein des peuples et entre groupes et individus."

Une véritable culture de paix ne peut réellement s'enraciner au sein et entre les communautés que si des efforts sont fournis pour bâtir de nouvelles plates-formes et de nouveaux réseaux de relations qui favorisent et renforcent l'interaction, le partage, le dialogue, le soutien mutuel et l'engagement collectif face au défi lancé par les conflits. De même, il est nécessaire d'établir un environnement de justice et d'harmonie sociale propre à consolider la confiance mutuelle entre individus et communauté. Ceci implique une réflexion profonde sur les causes des conflits inter-communautaires (ethniques, religieux, etc.) et autres, et une recherche constructive des solutions qui aident à décourager l'usage de la violence comme voie alternative à la résolution pacifique des conflits.

ETHNICITÉ, EXCLUSION ET DÉFICIT DE PAIX

L'ethnicité est perçue comme une cause majeure des conflits en Afrique. Or, il est important de noter que l'appartenance à un groupe ethnique n'est pas en soi un mal. En réalité, l'on devrait célébrer les richesses de la diversité ethnique. C'est plutôt la politisation négative de l'ethnicité qui génère toutes sortes de contradictions et de violences dans les sociétés plurielles. Lorsqu'elle est combinée avec la décadence de l'État, un leadership médiocre, la misère économique, le manque d'éducation et l'absence de garanties constitutionnelles, l'ethnicité devient une puissante arme politique aux mains des entrepreneurs ethniques et autres seigneurs de guerre. Parce que les gouvernements sont incapables d'assurer la satisfaction des besoins de leur population en nourriture, logement, emploi, sécurité sociale et santé, les individus se trouvent contraints de recourir à leur groupe ethnique pour obtenir assistance et protection. La majorité des États africains n'a pas de système de sécurité sociale. Le nouvel arrivant qui débarque dans une grande ville n'y trouve aucun mécanisme officiel d'assistance. La personne qui perd son emploi se retrouve sans soutien. Celle qui tombe malade ne bénéficie pratiquement pas d'assistance publique. En réalité, dans la lutte quotidienne pour la survie, l'individu trouve très peu de points d'appui.

Heureusement, dans cette désespérante atmosphère, le groupe ethnique est toujours là pour aider. Ainsi, graduellement, les associations ethniques (et aussi les églises, les syndicats et les organisations philanthropiques) remplacent plus ou moins efficacement les pouvoirs publics et assurent à l'individu une sorte de "sécurité sociale" ou d'"assurance risques". Dans un sens, cette évolution est positive. Mais elle s'accompagne aussi malheureusement d'un affaiblissement de la crédibilité de l'État et rend les gens vulnérables à la manipulation et à l'enfermement ethnique. C'est la compétition visant à briser cette "nouvelle alliance" ou "source de sécurité" qui génère l'affrontement entre les groupes et les États. Des politiciens opportunistes exploitent tout simplement les divisions et les frustrations et, par-dessous tout, ce qui est perçu comme un manque de considération de la part de gouvernements "concernés uniquement par les intérêts des riches". Les citoyens commencent réellement à ne percevoir tous ces problèmes que sous cette perspective, spécialement si le gouvernement est dominé par un groupe ethnique.

La question de l'ethnicité menace l'existence même de nombre de pays africains. Un pays comme le Nigéria, avec au moins 250 groupes ethniques, connaît de grandes tensions. Presque partout ailleurs en Afrique, de grandes tragédies nationales se sont déroulées sur fond de confrontations interethniques : Rwanda, Somalie, Libéria, Congo, Côte d'Ivoire, République centrafricaine, etc.

L'ethnicité est un puissant moteur d'instabilité politique. Malheureusement, bien qu'il existe des mécanismes de communication intergroupes (et interethniques) en Afrique, les États ignorent généralement ces mécanismes et, dans certains cas, combattent délibérément les aspirations de certains groupes ethniques ou tentent d'imposer à la société, par la force, les valeurs de la classe au pouvoir. En conséquence, les groupes ethniques dont les intérêts ne sont pas représentés par l'élite dominante se mobilisent, sollicitent l'État et expriment leur besoin de participer à la gestion de l'État afin de mieux protéger leurs droits et leur autonomie. Lorsque ces demandes sont ignorées, les groupes concernés peuvent alors s'engager sur la voie de la désobéissance civile, et même de la violence, retournant leur colère contre ceux des groupes (ethniques) qu'ils considèrent être à l'origine de leur marginalisation. L'intolérance ethnique qui s'en suit, si elle n'est pas combattue de manière appropriée, détruit la paix, conduit à la violence armée et, finalement, à la guerre.

RELIGION, INTOLÉRANCE ET DÉFICIT DE LA PAIX

La religion apparaît aussi comme un facteur majeur d'instabilité dans certains pays africains. Le christianisme et l'islam sont les deux grands cultes du continent. Ces deux religions prêchent la paix. Mais certains politiciens et certaines élites cherchent à utiliser la religion pour fomenter des troubles et la violence. Avec la politisation de la religion, un pays aussi volatile que le Nigéria par exemple ne peut que sombrer dans la violence intercommunautaire, ainsi que le montrent les événements de Jos en septembre 2001. La composition culturelle, politique et ethnique de plusieurs pays rend difficile la séparation de la religion des autres sphères sociales, étant donné que la religion affecte virtuellement toutes les institutions autour desquelles la vie évolue, que ce soit le gouvernement, l'emploi, la politique, le mariage et, dans certains cas, même la santé. C'est ainsi qu'il est affirmé que certains hôpitaux privés refusèrent de recevoir et de soigner les victimes de la tragédie de Jos qui n'étaient pas membres d'une certaine religion.

Cependant, il demeure vrai que la religion peut effectivement être mobilisée pour l'unité, la paix et l'harmonie sociale. Les gouvernants devraient considérer la religion plutôt comme un instrument de paix que comme un facteur de division.

Une culture de la paix peut également être considérée comme un culte pour une croissance économique durable et équitablement partagée.

MISÈRE ÉCONOMIQUE ET DÉFICIT DE LA PAIX

Il n'existe pas de lien direct entre la décadence économique et la violence. Cependant, les individus évoluant dans la misère sont plus vulnérables à la manipulation. Dans un contexte de misère aiguë, le vol, la criminalité à main armée et, par conséquent, les armes légères et de petit calibre prolifèrent. Sous ce rapport, on peut bien affirmer que la santé économique d'une nation, l'allocation des ressources nationales, le degré de pauvreté peuvent conduire au conflit et à l'instabilité. Un pays victime de la crise, plombé par la corruption, une administration inefficace et une élite incompétente forment un terrain fertile pour la violence armée.

La Déclaration des Nations Unies sur la préparation des sociétés à vivre en paix définit, de manière large, "la paix entre les nations" comme étant "la valeur suprême de l'humanité, tenue en la plus haute estime par tous les principaux mouvements politiques, sociaux et religieux" (Résolution 33/73 de l'Assemblée générale du 15 décembre 1978).

La paix ne peut être imposée à une société ou une communauté. Elle doit se développer de la base au sommet. Les populations, la société civile représentent un ferment essentiel de cette croissance de la paix. Pour l'institutionnalisation d'une culture de paix solide, toutes les dimensions de la paix – bien-être économique, justice sociale, équilibre écologique et limitation de la violence – devraient être prises en compte.

DROIT ET CULTURE DE LA PAIX

Est aussi directement liée à l'impératif de culture de la paix l'inscription juridique de celle-ci dans la Constitution. La Constitution est ce "contrat social" qui unit l'ensemble des citoyens en tant que communauté. Alors que les colons ont laissé l'Afrique avec des constitutions illégitimes, mais légales, l'avènement des régimes militaires sur le continent a totalement détruit la tradition constitutionnaliste. Les gouvernements militaires ont anéanti les droits des citoyens et démoli les institutions et les valeurs démocratiques. En d'autres termes, le militarisme a détruit les institutions de paix et intronisé la culture de la violence, la répression et l'intolérance. Pour qu'une culture de la paix s'enracine à nouveau au sein des communautés africaines, il est impératif que soit conclu un nouveau contrat démocratique entre le peuple et ses gouvernants. L'établissement d'une Constitution est une occasion de mobilisation nationale, d'éducation publique, d'identification et de canalisation des défis majeurs auxquels doit faire face la communauté des citoyens ; c'est aussi une discussion collective sur la question nationale. Quand les individus et les communautés sont directement impliqués dans ce processus de discussion collective, ils comprendront, adopteront et défendront la Constitution avec vigueur. Indirectement la culture de la paix, à travers le respect de la Constitution, va prospérer.

EDUCATION CIVIQUE ET CULTURE DE LA PAIX

L'enracinement d'une culture de la paix suppose une bonne éducation du peuple. Il y a un besoin de réorientation des peuples africains, spécialement les jeunes et les communautés de base, s'agissant de la question de la violence comme moyen de résolution des conflits. Ceux qui souffrent le plus des peines et douleurs des conflits armés sont les citoyens ordinaires. Les gens doivent donc être éduqués au dialogue et à la tolérance.

Cette tâche peut être accomplie par de nouveaux mouvements populaires qui ouvriraient des espaces politiques alternatifs au sein des communautés.

Dans nos efforts de construction d'une véritable culture de la paix en Afrique de l'Ouest, une attention spéciale devrait être portée aux enfants et à la jeunesse. Une étude de l'American Psychological Association montre, en effet, que lorsqu'ils sont spécialement exposés à la violence, "les enfants deviennent moins sensibles à la douleur et la souffrance d'autrui ; ils peuvent trouver le monde autour d'eux plus effrayant ; et ils peuvent avoir tendance à se comporter de manière agressive et dommageable vis-à-vis d'autrui". La violence affecte profondément les esprits jeunes et cette déclaration recommande que les décideurs politiques fassent des efforts concrets visant à réduire les effets de la violence à laquelle sont exposés les enfants, étant donné que "la violence engendre la violence."¹

L'on peut par là imaginer l'impact sur les enfants et les jeunes gens d'une exposition directe et prolongée à des expériences de violence traumatisantes (Sierra Leone, Libéria, Nigéria, Côte d'Ivoire, etc.). Il est évident que les enfants victimes de ce genre d'expériences auront tendance à développer une épaisse et insensible "carapace" face aux atteintes à la dignité et à la sécurité des autres, la culture qu'ils connaissent n'étant synonyme que de culte de la violence infinie et sans limite. Formés à l'école de la violence, ces enfants et ces jeunes gens seront amenés à croire que la

¹ American Psychological Association, "Violent programs on television lead to aggressive behavior by children and teenagers who watch those programs", in <http://www.apa.org/pubinfo/violence.html>

seule voie leur permettant de se faire entendre est celle de la violence et des armes, sans qu'aucune considération ne soit donnée au dialogue et aux options alternatives de résolution pacifique des conflits.

Dans le processus d'établissement d'une culture de la paix, une attention toute particulière devrait être accordée aux systèmes d'éducation. Ces derniers sont en effet des plates-formes à partir desquelles se construisent les valeurs qui fondent la paix : tolérance, dialogue, intégration et démocratie. Malheureusement aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest en particulier, et sur le continent africain en général, les systèmes éducatifs sont en décadence. Nombre d'écoles et d'universités ne méritent même pas de porter ce nom, tellement elles sont devenues décrépies et désuètes (manque de bibliothèques, d'enseignants, de laboratoires et d'infrastructure éducative en général). Et cependant, il est attendu de ces institutions qu'elles produisent les leaders de demain !

CONCLUSION

Il faut du temps pour construire et enraciner une culture de la paix. Il faut du temps pour reconstruire et réhabiliter une société disloquée et traumatisée (ce que sont aujourd'hui nombre de sociétés africaines dans les faits). L'Afrique d'aujourd'hui a de sérieux problèmes. Cependant, au lieu de pleurer sur nos échecs ou de "célébrer" nos problèmes, nous devons nous recentrer sur ces opportunités qui favorisent le succès et garantissent un meilleur avenir. Et l'avenir, c'est la paix (sans paix, il n'y a pas d'avenir). Et la paix est une culture.